

Le 25 août, devant les recteur-trices, Emmanuel Macron a annoncé sa détermination à poursuivre la libéralisation à marche forcée de l'École publique, sur le modèle de l'expérimentation de Marseille : pilotage local (recrutement, mise en concurrence pour les financements...). Il nous faudra donc répondre avec une égale détermination !

Non à la répression syndicale : Kai Terada (Nanterre) doit être réintégré !

Quelques jours après la rentrée, un enseignant de mathématiques et responsable départemental de Sud éducation 92 au LGT Joliot Curie de Nanterre a reçu un avis de suspension pour 4 mois de la part du rectorat de Versailles. Le motif ? Aucun au moment où il reçoit cet avis. Il apprend par la presse que sa présence dans l'établissement serait source de tensions. Cela lui sera confirmé par le rectorat qui parle de retour à la sérénité dans l'établissement. Les collègues, très choqués, se sont immédiatement mis-es en grève, n'acceptant ni la suspension, ni le fait que ce collègue, très apprécié, soit accusé de produire des tensions dans son lycée. Une intersyndicale s'est rapidement réunie et a demandé l'arrêt de la suspension à l'instar de ce que demandent les collègues de Joliot Curie. Cette répression syndicale n'est pas acceptable, Kai doit retrouver immédiatement ses élèves et sa suspension doit être levée !

[Signez la pétition](#) sur [Change.org](#) **Non à la répression de Kai Terada**

En LGT, après 3 années épuisantes pour les personnels et les élèves, nous avons des revendications immédiates à gagner :

Retour à des épreuves terminales et nationales en juin. Pourquoi ?

C'est déjà la 3^{ème} rentrée pour la réforme du Bac, toujours sous le signe de l'improvisation. Le 27 août, le ministre déclarait encore vouloir « décaler un peu les deux épreuves de spécialité ». Le 30 août, il déclare aux associations professionnelles souhaiter les laisser « au printemps » (c'est vague!). À la date du 8 septembre, le mystère reste entier mais la déclaration du ministre ne nous rassure pas.

Avec la session 2022, à partir de la passation de ces épreuves en mai, une démotivation a gagné les lycéen-nes à tous les niveaux. Le mois de mai a été globalement perdu. Que se passera-t-il si les épreuves sont organisées en mars comme prévu ?

Les élèves ont tendance à moins s'investir dans les matières évaluées au contrôle continu, notamment après la remontée des dossiers sur Parcoursup. Il faut donc à la fois rétablir une évaluation nationale et terminale de toutes les disciplines actuellement passées en contrôle continu, et rééquilibrer les coefficients entre matières.

Transparence de Parcoursup :

Si CGT demande la suppression de Parcoursup, nous devons exiger deux aménagements immédiats et majeurs dans son fonctionnement : la publication obligatoire, pour chaque formation du supérieur, de ses algorithmes et critères de sélection, ainsi que le retour d'une hiérarchisation des vœux par les élèves pour faciliter leur affectation selon leurs réelles préférences.

